

Agriculture | Poitou-Charentes : entre sécheresse et fortes pluies, les cultures trinquent



« Les difficultés qu'on rencontre sont plus importantes qu'on ne le croit ». Christian Daniau, le président de la Chambre d'agriculture de Charente, est plutôt pessimiste. A cause de la sécheresse, les rendements sur les cultures de l'édition 2020 s'annoncent très mauvais. « Nos problèmes datent de l'automne dernier. On a eu l'hiver le plus pluvieux depuis trente ans sur le département, ce qui a rendu les semis de fin d'année impossible à planter. Suivi d'une fin d'hiver et d'un début de printemps doux et humide où les cultures ont pu moins bien se stabiliser, puis d'une sécheresse. »

Le temps sec et chaud survenu à partir d'avril n'a rien amélioré. « Mal enracinées à cause d'un trop plein d'eau l'hiver, les cultures ne se sont pas bien développées », poursuit Christian Daniau. Même son de cloche en Charente-Maritime où Yvette Thomas, céréalière et vice-présidente de la coopérative Océalia, constate de grandes disparités : « A 2 km d'écart, des cultures ont bien pris, d'autres pas ou beaucoup moins bien. C'est très hétérogène ». Dans les Deux-Sèvres, Thierry Boudaud, cultivateur et président de la Coop de l'Eau 79, ne dit pas autre chose. « Le problème, c'est le cumul d'un automne particulièrement pluvieux suivi de plusieurs épisodes météo similaires, d'abord d'un temps sec durant plusieurs semaines, puis d'une canicule, avec plusieurs jours de grosses chaleurs d'affilé, avec des températures qui redescendent peu », explique-t-il. En Deux-Sèvres et en Vienne, « les cultures arrivées à maturité début août ont cramé sur place avec la canicule », raconte-t-il. La pluie de ces derniers jours est arrivée trop tard, « mais c'est mieux que pas de pluie du tout. Ca va bénéficier aux cultures qui n'étaient pas tout à fait à maturité et dont la récolte arrive prochainement ». Il reste un espoir pour les tournesols et les maïs encore en terre.

Les conséquences sur la production se voient déjà. « En Charente, on estime le rendement sur le blé inférieur à 50 quintaux alors qu'il est de 65 d'habitude. Pour l'orge, on sera sur du 40 quintaux contre 55 d'habitude. En gros, il va nous manquer 35% de rendement sur la récolte, en sachant que ça n'inclue pas les terres qui n'ont pas été semées cet hiver », analyse Christian Daniau. Le schéma est grosso-modo le même en Charente-Maritime où Océalia estime ses rendements à 55 quintaux en blé tendre contre 65 à 70 une année « moyenne ». « En comptant les surfaces qui n'ont pas été plantées, on est sur une baisse de collecte de 30 à 40% », relate Yvette Thomas. La situation est similaire en orge. Le blé dur s'en sort mieux avec une baisse de 10% pour 58 quintaux récoltés. Seuls le colza tire son épingle du jeu en restant proche de sa moyenne annuelle autour de 32 quintaux.

"Globalement, la qualité de la production est là, mais on pêche en quantité : il y a moins de grains sur un épi, la plante n'ayant pas pu se développer dans de bonnes conditions", précise Yvette Thomas.

Une perte de plusieurs dizaines de milliers d'euros par exploitation

Christian Daniau le craint, la récolte exceptionnelle de l'an dernier ne suffira pas à compenser les pertes de cette saison : « A la Chambre, nous avons fait des projections de budgets moyens sur les revenus 2020, en prenant une exploitation moyenne en Charente. En comptant la moyenne des charges de 2019 et une baisse de 20% des rendements, on est sur une perte de 30 000€ par exploitation alors que l'an dernier on était sur un solde positif de 17 000 euros sur l'année, ce qui n'est déjà pas beaucoup pour vivre. Même les bons résultats de ces trois dernières années ne suffiront pas à lisser la perte de 2020 ». Pour lui, l'ampleur de la catastrophe ne se mesure pas encore, et certaines exploitations ne s'en relèveront pas. « Cette fois-ci, l'étalement de la dette ne suffira pas, il va falloir que l'Etat intervienne », estime-t-il. Du gouvernement, il attend des mesures au-delà du coup de pouce financier : « Il va falloir réfléchir sur du long terme à la création d'exploitations résilientes, car le fonctionnement actuel n'est plus possible ».

Les réserves de substitution, une solution?

« C'est à nous d'adapter les cultures et les cycles agricoles, mais dans ce genre d'année exceptionnelle, on n'a aucune maîtrise. Il nous faut des outils pour nous adapter », estime Thierry Boudaud. « On a commencé à changer certaines productions pour aller vers des cultures moins gourmandes en eau comme le millet, mais toute plante a besoin d'un minimum d'eau pour croître », renchérit Christian Daniau. Tous deux pensent évidemment à la création de réserves de substitution. « En Charente, seule 6% de la surface agricole utile est irriguée. 800 mm d'eau tombent chaque année en Charente, ce serait dommage de ne pas en profiter », estime Christian Daniau. Même scénario en Deux-Sèvres, où il est tombé 1000 mm d'eau en huit mois entre l'automne et l'hiver. Pour le deux-sévrien, « on commence à vérifier très concrètement ce que nous annonce les rapports du GIEC depuis quelques années : il tombe une quantité d'eau égale aux années antérieures sur l'année, mais réparties différemment et de façon plus concentrées sur certaines périodes, avec des pics de chaleur plus importants et sur plusieurs jours consécutifs. Or, sur le bassin hydrographique de la Sèvre Niortaise Marais Poitevin, par exemple, on sait que sur les 2 milliards de mètres cubes qui sont tombés cet hiver, 40% seulement sert à alimenter les nappes phréatiques et les cours d'eau ». Le raisonnement du président de la Coop de l'eau 79 est simple : il suffirait de retenir une partie de la pluie de l'hiver, une fois l'approvisionnement des nappes et des cours d'eau assurés. La Coop de l'Eau 79 porte d'ailleurs un [projet de 16 réserves sur le bassin de la Sèvre Niortaise – Marais poitevin](#), soit 200 000 hectares concernés. Objectif : atteindre un volume global de 7,3 millions de m³ à l'horizon 2021, soit une réduction de 70% des prélèvements d'irrigation estivaux par rapport à l'année de référence 2005 (24,3 millions m³).

Où en est la situation de l'eau?

Au service de gestion quantitative de l'eau, à la Chambre régionale d'agriculture, la situation est jugée complexe mais pas catastrophique, avec de grandes disparités selon les territoires, parfois très localement. "Globalement, les cours d'eau se portent plutôt bien (niveaux proches de la moyenne) à l'exception de la Corrèze où les niveaux sont bas. Les nappes sont plutôt à des niveaux proches de la moyenne voire même modérément haut dans le Nord de la région, dû à une très bonne recharge hivernale. Attention tout de même pour la Charente-Maritime, la Corrèze et la Haute-Vienne où les niveaux sont légèrement inférieurs à la moyenne", analyse Laurent Fombeur, chargé de mission. De quoi relativiser selon lui "la situation est nettement plus favorable qu'en 2019." L'absence totale de précipitations au mois de juillet en Aquitaine et en Poitou-Charentes reste une situation exceptionnelle, selon lui, observée avec une probabilité tous les 50 ans. Les inquiétudes des services de l'état et des usagers de l'eau sont donc parfaitement légitimes selon lui. Des mesures de restrictions d'eau, avec des situations de crises identifiées, ont été prises en Haute-Vienne, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, ainsi quelques bassins en Charente. A part les Landes et un peu les Pyrénées-Atlantiques, tous les autres départements sont au minimum touchés par les premières restrictions. "Selon les bassins, les situations restent très hétérogènes et une situation locale ne peut en aucun cas être généralisée", insiste le chargé de mission.

En savoir plus sur [l'état de sécheresse des territoires](#), département par département

Anne-Lise Durif

Crédit Photo : Anne-Lise Durif
Publié sur aqui.fr le 20/08/2020

[Url de cet article](#)